

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
Pôle Déchets Sites et Sols Pollués
2 avenue Grüner
Allée C
42000 ST ETIENNE

St Etienne, le 28/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/05/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AGRIPOLYANE

ZI du Clos Marquet
BP 188
42400 Saint-Chamond

Références : UiD4243-DSSP-024-250
Code AIOT : 0006105053

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/05/2024 dans l'établissement AGRIPOLYANE implanté ZI du Clos Marquet - 42400 Saint-Chamond. L'inspection a été annoncée le 19/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection a lieu dans le cadre d'une action nationale de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement et porte sur la prévention de la dissémination des granulés de plastique industriels (GPI).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AGRIPOLYANE
- ZI du Clos Marquet - 42400 Saint-Chamond
- Code AIOT : 0006105053
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non.

Depuis 1964, l'entreprise Agripolyane produit des films plastiques destinés aux secteurs de l'agriculture, du bâtiment et de l'industrie.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Prévention GPI.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Équipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361	Demande d'action corrective	3 mois
3	Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362	Demande d'action corrective	6 mois
4	Audits des procédures par un organisme accrédité	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-364	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Typologie des sites industriels	Code de l'environnement du 10/02/2020, article L. 541-15-11	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a pris des dispositions pour se conformer aux exigences de la réglementation relative au GPI.

Ces dispositions nécessitent quelques compléments d'informations et des mesures correctives. En particulier, il est attendu sous 3 ou 6 mois :

Demande n° 1 : l'exploitant doit compléter la grille de suivi des opérations de nettoyage hebdomadaire afin d'élargir la vérification de l'état des sacs de stockage de granulés susceptibles d'être percés.

Demande n° 2 : le plan ne présente que les grilles et regards à l'extérieur des bâtiments : il doit être complété avec regards et grilles à l'intérieur des bâtiments.

Demande n° 3 : le plan des réseaux d'eaux doit être établi ou mis à jour (réseau des eaux pluviales et réseau des eaux industrielles) à l'intérieur et l'extérieur des bâtiments. Le positionnement de chaque grille par rapport à ces réseaux sera réalisé afin de justifier que tous les points de rejet sont bien équipés de grille lorsque nécessaire.

Demande n° 4 : l'exploitant mettra en place une vérification mensuelle des grilles, par secteur de l'usine, à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments dès leur installation et procédera à des contrôles internes semestriels de toutes les procédures mises en place.

Demande n° 5 : l'exploitant vérifiera sur le site du COFRAC que l'attestation d'accréditation du Bureau Veritas est valide pour réaliser l'audit externe relatif aux GPI.

Demande n° 6 : il transmettra les conclusions du rapport d'audit aux services de l'inspection dès sa réception et le publiera sur son site internet.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Typologie des sites industriels

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 10/02/2020, article L. 541-15-11
Thème(s) : Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
Prescription contrôlée : A compter du 1er janvier 2022, les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements et de procédures permettant de prévenir les pertes et les fuites de granulés dans l'environnement. A compter du 1er janvier 2022, les sites mentionnés au I font l'objet d'inspections régulières, par des organismes certifiés indépendants, afin de s'assurer de la mise en œuvre des obligations mentionnées au même I et de la bonne gestion des granulés sur l'ensemble de la chaîne de valeur, notamment s'agissant de la production, du transport et de l'approvisionnement.
Constats : Au titre des rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, relatives à la transformation ou au stockage de Granulés Plastiques Industriels (GPI), le site est autorisé à exploiter par arrêté préfectoral du 02/05/2005, - pour la transformation de polymères à chaud (extrusion, rubrique 2661-1, capacité de 140t/j, Autorisation), - pour la transformation de polymères à froid (découpe et broyage des rebuts de fabrication, rubrique 2661-2, capacité de 10t/j, Déclaration) ; - pour l'entreposage de 10 810 m ³ de polymères (rubrique 2662-a, Autorisation). Le site dépasse le seuil de 5 tonnes de granulés plastiques industriels de dimensions comprises entre 0,01 mm et 1 cm et est donc bien visé par les obligations au titre du L. 541-15-11.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Équipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361
Thème(s) : Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
Prescription contrôlée : Les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements prévenant leur rejet canalisé dans l'environnement. Les zones de ces sites où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être répandus accidentellement sont associées à des dispositifs de confinement et de récupération prévenant leur dissémination dans l'environnement. Les équipements et dispositifs mentionnés aux précédents alinéas sont adaptés aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions s'appliquent, à compter du 1er janvier 2023, aux sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels dont l'exploitation a démarré avant le 1er janvier 2021.
Constats : L'exploitant a réalisé l'inventaire des regards afin d'identifier ceux à équiper d'une grille pour collecter les granulés plastiques industriels. Ces regards, au nombre de 34, sont identifiés sur un plan transmis le jour de la visite. Les regards situés à l'intérieur des bâtiments n'apparaissent pas sur ce plan. Par ailleurs, l'exploitant a présenté une analyse fréquence/gravité pour évaluer les zones de stockage, les activités et ateliers au regard du risque de perte ou de fuite de GPI.

Une **procédure écrite de nettoyage** hebdomadaire existe. Une grille récapitulant les tâches à effectuer est renseignée tous les vendredis par les opérateurs. Le bon état des sacs de granulés est vérifié au moment de leur livraison. S'ils sont percés, les opérateurs ont la consigne de balayer les granulés au sol et de réparer le sac avec du scotch. Une fois les sacs livrés et contrôlés une première fois, ils ne sont plus vérifiés même s'il existe un risque de perçage des sacs suite à de mauvaises manipulations post livraison.

L'exploitant a présenté un bon de commande signé au 15 mai 2024 pour l'**achat d'une machine balayeuse SmartSweep** qui permettra d'optimiser la récupération des GPI présents au sol.

Les regards **ne sont actuellement pas équipés de grilles**. Les regards étant de géométrie différente, chaque dispositif de filtres devra être fait sur mesure. Trois/quatre dispositifs Easy Regard ont été commandés pour équiper les bouches carrées et seront testés fin juin 2024. Un point d'attention est à porter sur la maille des grilles qui devra être suffisamment fine pour retenir les GPI.

L'exploitant a présenté le plan datant des années 1990 (date partiellement illisible) des réseaux d'eaux présents (Eaux Industrielles et Eau de ville) à l'intérieur du bâtiment. Il n'a **pas en sa possession de plans des réseaux à l'extérieur des bâtiments et figurant le rejet des eaux pluviales**.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n° 1 : l'exploitant doit compléter la grille de suivi des opérations de nettoyage hebdomadaire afin d'élargir la vérification de l'état des sacs de stockage de granulés susceptibles d'être percés.

Demande n° 2 : le plan ne présente que les grilles et regards à l'extérieur des bâtiments : il doit être complété avec regards et grilles à l'intérieur des bâtiments.

Demande n° 3 : le plan des réseaux d'eaux doit être établi ou mis à jour (réseau des eaux pluviales et réseau des eaux industrielles) à l'intérieur et l'extérieur des bâtiments. Le positionnement de chaque grille par rapport à ces réseaux sera réalisé afin de justifier que tous les points de rejet sont bien équipés de grille lorsque nécessaire.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362

Thème(s) : Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)

Prescription contrôlée :

Tout exploitant d'un site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels adopte des procédures prévenant la dispersion de granulés de plastiques industriels dans l'environnement. Ces procédures visent à :

- a) Identifier les zones où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être rejetés ou répandus accidentellement dans l'environnement ;
- b) Vérifier périodiquement que les emballages utilisés pour le stockage et le transport des granulés de plastiques industriels sont conçus et manipulés de sorte à minimiser le risque de dissémination de ces granulés dans l'environnement ;
- c) Confiner et ramasser tout granulé de plastique industriel répandu accidentellement dans l'enceinte du site ;
- d) Procéder régulièrement au nettoyage des bassins de rétention situés en amont des équipements mentionnés au premier alinéa de l'article D. 541-361 et des abords du site placés sous le contrôle de l'exploitant ;

<p>e) Inventorier et s'assurer régulièrement du bon état de fonctionnement des équipements et dispositifs mentionnés à l'article D. 541-361 ;</p> <p>f) Former et sensibiliser, notamment par voie d'affichage, le personnel et les tiers intervenant sur le site ;</p> <p>g) Réaliser des contrôles internes semestriels de ces procédures. Les procédures mentionnées aux précédents alinéas sont adaptées aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites.</p> <p>Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2022.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les grilles n'étant pas encore en place et le site ne possédant pas de bassin de rétention, seuls trois points de cet article D. 541-362 ont été vérifiés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - concernant le a), l'exploitant a identifié sur un plan les zones où des granulés sont susceptibles d'être rejetés ou épandus, - concernant le b), l'exploitant vérifie l'état des emballages (essentiellement des sacs de 25 kg) utilisés pour le stockage et le transport des GPI au moment de leur livraison (voir constat précédent), - concernant le c), l'exploitant a indiqué procéder au confinement et au ramassage de tout GPI répandu accidentellement dans l'enceinte du site. Un dispositif de rétention des GPI, fait sur mesure, est en cours de fabrication et sera utilisé au moment des dépotages des GPI dans les 24 silos.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande n° 4: l'exploitant mettra en place une vérification mensuelle des grilles, par secteur de l'usine, à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments dès leur installation et procédera à des contrôles internes semestriels de toutes les procédures mises en place.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 4 : Audits des procédures par un organisme accrédité

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-364</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour l'application du II de l'article L. 541-15-11, on entend par " inspections régulières ", les audits des procédures mentionnées à l'article D. 541-362. Ces audits sont mis en œuvre conformément aux dispositions du présent article, dans un délai de un an à compter de leur mise en œuvre, puis au moins tous les trois ans, sous la responsabilité de l'exploitant de chaque site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels, par un organisme certificateur qu'il choisit parmi ceux mentionnés à l'alinéa suivant.</p> <p>Les organismes certificateurs habilités à réaliser les audits mentionnés au présent article sont indépendants de l'exploitant du site et accrédités à cet effet par le Comité français d'accréditation (COFRAC), ou par tout autre organisme d'accréditation signataire de l'accord de reconnaissance multilatéral établi dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (" European Cooperation for Accreditation ", ou " EA "), selon les dispositions de la</p>

norme ISO/ IEC 17021 " Évaluation de la conformité-Exigences pour les organismes procédant à l'audit et à la certification des systèmes de management " ou selon les dispositions de toute autre norme ou spécification technique présentant des garanties équivalentes. Ces audits peuvent être réalisés dans le cadre des audits de certification des systèmes de management de la qualité effectués par des organismes certificateurs accrédités conformément aux dispositions du précédent alinéa. Les organismes certificateurs accèdent à toute information ou document nécessaire à leur mission. L'exploitant met à disposition du public sur son site internet une synthèse de chaque rapport d'audit, en retirant les informations relevant d'un secret protégé par la loi. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2022.

Constats :

L'exploitant a commandé l'audit des procédures par un organisme externe (bon de commande Bureau Veritas signé le 03/05/2024).

L'audit est prévu en juin ou septembre 2024, la date précise reste à être planifiée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n° 5 : l'exploitant vérifiera sur le site du COFRAC que l'attestation d'accréditation du Bureau Veritas est valide pour réaliser l'audit externe relatif aux GPI,

Demande n° 6 : il transmettra les conclusions du rapport d'audit aux services de l'inspection dès sa réception et le publiera sur son site internet.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois